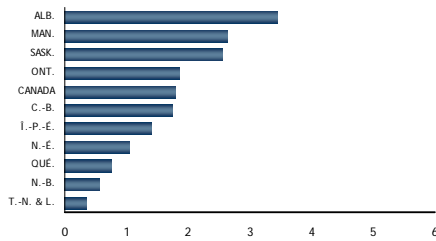


## PERSPECTIVES PROVINCIALES

Mars 2013

## Croissance du PIB réel en 2012

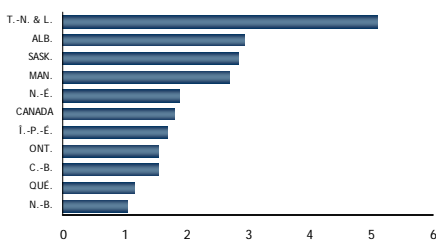
% de variation



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

## Croissance du PIB réel en 2013

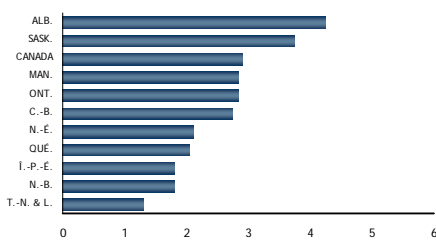
% de variation



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

## Croissance du PIB réel en 2014

% de variation



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

**Paul Ferley**  
 Économiste en chef adjoint  
 (416) 974-7231  
 paul.ferley@rbc.com

**Robert Hogue**  
 Économiste principal  
 (416) 974-6192  
 robert.hogue@rbc.com

**Laura Cooper**  
 Économiste  
 416-974-8593  
 laura.cooper@rbc.com

## Les provinces riches en ressources naturelles affichent encore la meilleure croissance en 2013

- La plupart des économies provinciales ont entamé l'année 2013 de façon chancelante à la suite de performances généralement décevantes dans la deuxième moitié de 2012.
- Dans l'ensemble, la situation devrait désormais s'améliorer, mais le rythme ne sera pas aussi rapide que nous l'avions initialement prévu en 2013.
- Le sondage de Statistique Canada sur les intentions d'investissement a révélé que dans la plupart des provinces, les dépenses d'investissement ne fourniront pas un appui aussi solide que nous l'avions cru.
- Nous avons donc revu à la baisse nos prévisions de croissance pour la majorité des provinces en 2013.
- La seule exception sera Terre-Neuve-et-Labrador, où une hausse considérable des investissements du secteur pétrolier alimentera le PIB et accentuera l'avance de la province au chapitre de la croissance cette année.
- La plupart des provinces de l'Ouest conserveront un rythme de croissance supérieur à la moyenne nationale. La Colombie-Britannique accusera toutefois un retard.
- Le Québec, l'Ontario, le Nouveau-Brunswick et l'Île-du-Prince-Édouard seront aussi à la traîne de la moyenne nationale.

## Un début de 2013 chancelant

On ne peut dire que les provinces ont amorcé 2013 sur les chapeaux de roue. En fait, la plupart allaient d'un pas chancelant, tout au plus, leur élan ayant été ralenti par plusieurs facteurs dans la deuxième moitié de 2012. Comme nous l'indiquions dans le numéro de décembre de *Perspectives provinciales*, des problèmes passagers ont perturbé les activités dans les secteurs minier, pétrolier, gazier et agricole de plusieurs provinces au troisième trimestre de 2012. Ensuite, une période de forte anxiété à l'approche du soi-disant « gouffre budgétaire » aux États-Unis a paralysé l'activité dans des secteurs comme la fabrication dans plusieurs provinces au quatrième trimestre.

## Des perspectives moins prometteuses pour les dépenses d'investissement

À la fin de février, le sondage sur les investissements privés et publics (le « sondage IPP ») de Statistique Canada a fait état d'intentions d'investissement généralement décevantes dans l'ensemble des provinces pour 2013. Même si les sondages précédents ne se sont guère révélés des prédictions précises des dépenses réelles, et que la période de sondage de cette année (de novembre 2012 à janvier 2013) a coïncidé avec des nouvelles particulièrement mauvaises, les résultats de cette année nous ont amenés à réduire nos prévisions pour la construction en 2013. Les intentions de construction non résidentielle au Nouveau-Brunswick, en Saskatchewan, en Colombie-Britannique et, dans une moindre mesure, au Québec et en Ontario ont été inférieures à nos attentes. En revanche, les intentions à Terre-Neuve-et-Labrador et au Manitoba ont dépassé les prévisions.

## Révision en baisse généralisée de nos prévisions de croissance provinciale

Le passage à l'année 2013 ayant été plus mauvais que prévu et les intentions d'investissement se révélant globalement décevantes, nous avons revu à la baisse nos prévisions de croissance pour la plupart des provinces dans le présent numéro de *Perspectives provinciales*. Les révisions les plus marquées aux taux de croissance pour 2013 touchent la Colombie-Britannique (de 2,3 % à 1,6 %), le Nouveau-Brunswick (de 1,7 % à 1,1 %), la Saskatchewan (de 3,5 % à 2,9 %) et l'Ontario (de 2,3 % à 1,6 %). Nous avons aussi haussé nos prévisions pour Terre-Neuve-et-Labrador (de 4,4 % à 5,1 %). Les changements pour les autres provinces sont relativement moindres.

## Les provinces des Prairies et Terre-Neuve-et-Labrador restent privilégiées

Compte tenu des révisions, Terre-Neuve-et-Labrador domine encore plus largement le classement des taux de croissance provinciaux en 2013. Les provinces des Prairies continuent de bien faire, comme en témoignent les taux de croissance de 3,0 % en Alberta, de 2,9 % en Saskatchewan et de 2,7 % au Manitoba. La Nouvelle-Écosse (1,9 %) est la seule autre province qui surpasse la moyenne nationale (1,8 %). Toutes les autres provinces restent sous le niveau national, comme c'était le cas auparavant.

**Mises en chantier en Colombie-Britannique**

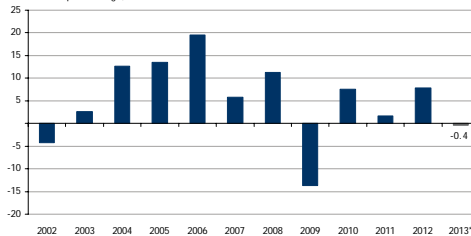
Désaisonnalisé au taux annuel, milliers, trimestriels



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

**Investissement privé non résidentiel en Colombie-Britannique**

Variation en pourcentage, d'une année à l'autre

\* Intentions  
Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC**Colombie-Britannique - prévisions en bref**

Variation en %, sauf indication contraire

|                                   | 2011   | 2012   | 2013P  | 2014P  |
|-----------------------------------|--------|--------|--------|--------|
| PIB réel                          | 2,8    | 1,8    | 1,6    | 2,7    |
| Emploi                            | 0,8    | 1,7    | 1,0    | 1,4    |
| Taux de chômage (%)               | 7,5    | 6,7    | 6,3    | 6,3    |
| Ventes au détail                  | 3,1    | 2,2    | 2,9    | 3,9    |
| Mises en chantier (unités)        | 26 400 | 27 500 | 23 900 | 23 500 |
| Indice des prix à la consommation | 2,3    | 1,1    | 0,7    | 1,6    |

**Robert Hogue**  
Économiste principal

**Le raffermissement de la croissance tarde à venir**

Nous continuons de prévoir une croissance modeste de l'économie de la Colombie-Britannique en 2013, mais il faudra attendre jusqu'en 2014 pour voir le rythme s'accélérer. La faiblesse inattendue des intentions d'investissement nous a incités à revoir à la baisse nos prévisions de croissance du PIB réel provincial en 2013, de 2,3 % à 1,6 %, un peu sous le taux de 1,8 % estimé pour 2012. Notre prévision précédente pour 2013 supposait une forte hausse des investissements des entreprises, dont le plus récent sondage IPP de Statistique Canada n'a pas donné de signes. Notre révision à la baisse de la croissance prévue s'appuie aussi sur le manque de dynamisme économique de la province au début de 2013. En revanche, nous entrevoyons des gains d'exportations en Colombie-Britannique cette année, car les exportateurs de la province profiteront de l'amélioration de la demande provenant des États-Unis, et plus précisément du redressement de la construction résidentielle, et donc de la demande de bois d'oeuvre, en cours là-bas. De plus, nous croyons que l'augmentation des dépenses d'investissement l'an prochain fera bondir la croissance économique de la Colombie-Britannique à 2,7 % en 2014.

**Un passage à l'année 2013 décevant**

Selon les récents indicateurs économiques provinciaux, l'économie de la Colombie-Britannique a fini 2012 au ralenti. L'emploi a fléchi entre octobre 2012 et janvier 2013, ce qui n'a guère favorisé une croissance des revenus des travailleurs. Les ventes au détail et les livraisons manufacturières ont stagné au quatrième trimestre. Le marché de la revente de maisons a continué de ralentir. La construction résidentielle a tout au plus été stable. En fait, les mises en chantier ont un peu diminué au quatrième trimestre. Le portrait d'ensemble révèle donc un passage décevant à l'année 2013.

**Le ralentissement sera temporaire**

Nous nous attendons toutefois à ce que ce ralentissement soit temporaire. Des signes timides témoignent déjà d'une stabilisation de la revente de maisons au début de 2013, d'une reprise des achats de nouveaux véhicules automobiles en janvier et d'une amélioration de l'emploi en février. D'autres secteurs comme celui de la fabrication pourraient bien être sur le point d'afficher des gains. Nous sommes encouragés par la reprise soutenue de la construction de logements aux États-Unis et par ses conséquences sur la production de bois d'oeuvre en Colombie-Britannique. Les premières étapes de cette reprise ont entraîné l'an dernier une hausse de 25 % des exportations provinciales de bois d'oeuvre vers les États-Unis. Le raffermissement de l'économie chinoise améliore encore davantage les perspectives d'exportation.

**Probablement pas de boom des investissements cette année**

Un facteur important jouera un rôle beaucoup plus modeste que ce que nous avons prévu lors du rebond qui suivra le ralentissement cette année : les dépenses d'investissement des entreprises. Le sondage IPP publié récemment remet grandement en cause notre hypothèse précédente d'une croissance provinciale principalement alimentée par une hausse des investissements non résidentiels en 2013. Le sondage confirme la contribution accrue de grands projets dans les secteurs de la fabrication et du transport, mais le recul des intentions d'investissement de plusieurs milliards de dollars dans les secteurs minier, pétrolier et gazier est très décevant. Les dépenses d'investissement pourraient donc ne pas donner d'élan important à la croissance économique avant 2014.

**Le gouvernement de la province réitère sa volonté d'équilibrer le budget**

Le budget 2013 de la Colombie-Britannique, présenté en février, constituait un défi de taille compte tenu des fortes pressions exercées sur les revenus de la province par la diminution des redevances tirées du gaz naturel et la volonté d'atteindre l'équilibre budgétaire d'ici 2013-2014. Le gouvernement a finalement réitéré son engagement à éliminer le déficit d'ici 2013-2014 au moyen d'une restriction des dépenses, d'une hausse des impôts et de la vente d'actifs. Des élections provinciales sont prévues le 14 mai.

## Un essor économique à peine obscurci par de gros nuages

Tout semble indiquer que l'essor économique est bien vivant en Alberta. Nous estimons que la province a devancé toutes les autres régions du pays au chapitre de la croissance en 2012 grâce à un taux estimé de 3,5 %, et elle restera selon nous parmi les meneurs en 2013 avec un taux de 3,0 %, devancée seulement par Terre-Neuve-et-Labrador. Cette progression prévue de 3,0 % cette année est toutefois inférieure à notre prévision précédente de 3,5 %, car de gros nuages assombrissent les dépenses d'investissement et la situation budgétaire du gouvernement provincial depuis le milieu de l'an dernier. Nous prévoyons que ces nuages se dissiperont en grande partie d'ici l'an prochain, ce qui ouvrira la voie à une croissance plus solide de 4,2 % en 2014.

### Peu de zones de faiblesse

Comme nous le notions dans de précédents numéros de *Perspectives provinciales*, l'économie albertaine connaît un essor impressionnant même si certaines contraintes gênent sa capacité à offrir des produits clés aux marchés. La production de pétrole brut a atteint un sommet record l'an dernier et devrait être encore plus élevée cette année. Les fortes dépenses d'investissement dans la province alimentent l'activité manufacturière, tout comme les ventes des grossistes. L'emploi en Alberta est en constante progression, ce qui attire un nombre record de nouveaux migrants. L'accroissement de la population a atteint un sommet de cinq ans en Alberta en 2012. À son tour, la forte croissance de la population et de l'emploi alimente la demande de logements et de biens et services de consommation. Cette vigueur dans la majorité des secteurs compense aisément les quelques zones de faiblesse, dont les activités de production de gaz naturel et de forage.

### Des failles dans les intentions d'investissements non résidentiels...

Même si nous prévoyons un dynamisme économique grandement soutenu cette année, nous décelons dans le récent sondage IPP des signes d'un léger ralentissement de la construction non résidentielle – un important catalyseur de l'activité économique dans la province. Le sondage montre que les intentions de construction non résidentielle n'ont augmenté que de 0,8 % en 2013, un net ralentissement par rapport à des hausses moyennes de 22 % lors des trois années précédentes. Les intentions dans le secteur du pétrole et du gaz sont essentiellement stables cette année. Il ne fait nul doute que les inquiétudes entourant la hausse rapide de la production d'énergie aux États-Unis, l'émergence d'un engorgement des pipelines et la soi-disant « bulle du bitume » minant le prix du pétrole brut lourd de la province en regard des références mondiales à la fin de 2012 et au début de 2013 ont assombri les plans des promoteurs de projets énergétiques en Alberta. Le prix plus faible que prévu du pétrole a aussi entraîné un manque à gagner de plusieurs milliards de dollars dans les revenus du gouvernement de l'Alberta, ce qui a mené à des coupes budgétaires encore plus grandes dans le secteur public lors du récent budget provincial de 2013.

### ...mais pas de compressions majeures

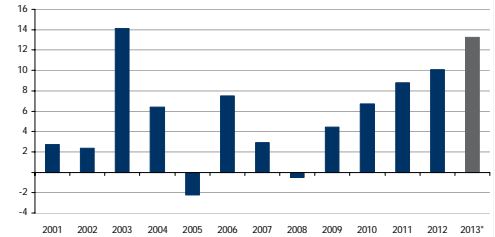
Cela dit, nous continuons de croire que toute baisse des dépenses d'investissement dans des secteurs comme les sables bitumineux cette année sera de courte durée, le temps que les problèmes de pipelines soient résolus et que les rapports de prix pour le pétrole brut se normalisent. La décision que prendront bientôt les États-Unis sur le sort de la section nord du projet de pipeline Keystone XL fournira un indice révélateur des perspectives d'investissement dans les sables bitumineux. Selon les analystes des Marchés des capitaux de RBC, la probabilité d'approbation du projet est de 75 %.

### Les entreprises passeront à la vitesse supérieure en 2014

Comme certains des gros nuages se dissiperont d'ici l'an prochain, nous prévoyons une contribution accrue des entreprises à la croissance de l'Alberta en 2014. Cet apport s'ajoutera à la forte activité tribulaire de la consommation, qui restera soutenue lors des deux prochaines années.

Production de pétrole brut en Alberta

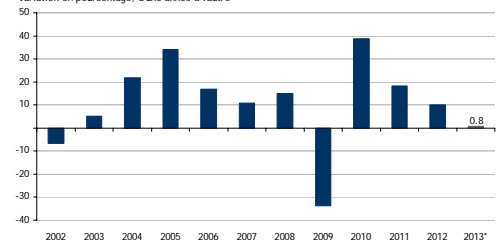
Variation en pourcentage, d'une année à l'autre



\* Prévisions de l'Office national de l'énergie  
Source: Office national de l'énergie, Recherche économique RBC

Investissement en construction de bâtiments non résidentiels en Alberta

Variation en pourcentage, d'une année à l'autre



\* Intentions  
Source: Statistique Canada, Recherche économique RBC

### Alberta - prévisions en bref

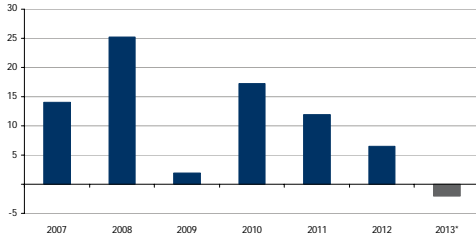
Variation en %, sauf indication contraire

|                                   | 2011   | 2012   | 2013P  | 2014P  |
|-----------------------------------|--------|--------|--------|--------|
| PIB réel                          | 5,1    | 3,5    | 3,0    | 4,2    |
| Emploi                            | 3,8    | 2,6    | 2,6    | 1,9    |
| Taux de chômage (%)               | 5,5    | 4,6    | 4,4    | 4,5    |
| Ventes au détail                  | 6,9    | 7,6    | 5,3    | 5,2    |
| Mises en chantier (unités)        | 25 704 | 33 300 | 33 000 | 32 000 |
| Indice des prix à la consommation | 2,4    | 1,1    | 1,6    | 1,7    |

Robert Hogue  
Économiste principal

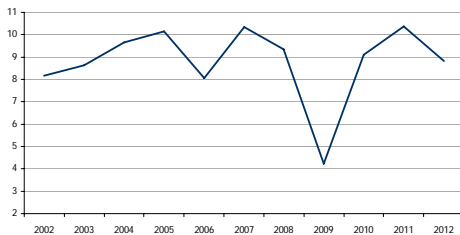
## Investissement en capital en Saskatchewan

Variation en pourcentage

\* Intentions  
Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

## Production de potasse en Saskatchewan

Million de tonnes



Sources : Saskatchewan Industry and Resources, Recherche économique RBC

## Saskatchewan - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

|                                   | 2011  | 2012   | 2013P | 2014P |
|-----------------------------------|-------|--------|-------|-------|
| PIB réel                          | 4,9   | 2,6    | 2,9   | 3,7   |
| Emploi                            | 0,3   | 2,1    | 2,7   | 1,6   |
| Taux de chômage (%)               | 5,0   | 4,7    | 4,3   | 4,3   |
| Ventes au détail                  | 7,5   | 6,7    | 5,4   | 4,9   |
| Mises en chantier (unités)        | 7 031 | 10 000 | 7 900 | 6 900 |
| Indice des prix à la consommation | 2,8   | 1,6    | 2,1   | 2,5   |

**Paul Ferley**  
Économiste en chef adjoint

## Portée par la progression du secteur agricole et de la potasse

La Saskatchewan a toujours été secouée par les fluctuations de la production agricole, mais la potasse ajoute maintenant de plus en plus de volatilité à la croissance globale de la province. Après avoir bondi de 8,7 % en 2011 en raison des conditions météorologiques, la production agricole est restée stable en 2012, une hausse de la production de blé aidant à compenser une baisse des récoltes de canola. On estime que des gains modestes dans d'autres segments ont permis à la production agricole de croître d'environ 2,5 % l'an dernier. En ce qui concerne les récoltes de cette année et de l'année prochaine, nos prévisions supposent des conditions météorologiques normales et que les chutes de neige importantes de cet hiver n'occasionneront pas d'inondations ou d'autres contretemps dans les semis ce printemps. Il devrait en résulter une vigueur plus généralisée de la production des cultures en Saskatchewan, contribuant à une hausse de 3 à 3,5 % de la production agricole dans la province en 2013 et en 2014.

### Reprise de la production de potasse après des réductions en 2012

Le secteur de la potasse a connu une moins bonne année en 2012, car une augmentation des stocks a entraîné des réductions de production dans la province. En moyenne, la production de potasse a reculé de 15 % en 2012 après un gain de 14 % en 2011 et une envolée de presque 120 % en 2010. L'accroissement des stocks de potasse est attribuable à une chute des ventes pendant la majeure partie de l'an dernier. Cette chute est due notamment à une baisse des achats effectués par d'importants acheteurs étrangers pendant la négociation de contrats de vente à long terme. Cependant, en février, un important accord de vente a été conclu avec le gouvernement et des représentants du secteur privé en Inde. Auparavant, un accord de vente similaire avec la Chine, qui devrait relancer la demande et la production de potasse en Saskatchewan en 2013, avait été signé. De plus, nous croyons que les producteurs américains utiliseront plus d'engrais pour tenter de se remettre de la désastreuse sécheresse qui a ravagé les récoltes du Midwest américain en 2012. La hausse de la demande de potasse devrait faire croître la production minière de 4,5 à 5 % cette année et l'année prochaine, comparativement à un gain modeste estimé à 2 % en 2012. La croissance dans ce secteur sera aussi appuyée par des indices d'une production accrue d'uranium pendant la période dans un contexte de hausse de la demande.

### Faiblesse décevante des projets de dépenses d'investissement pour 2013

Le récent sondage IPP a témoigné d'une baisse inattendue et décevante de l'ensemble des intentions d'investissement dans la province de 2,0 % en 2013, par rapport à des gains respectifs de 6,5 % et 11,9 % en 2012 et 2011. Ce recul des projets de dépenses découle probablement en partie du regain de prudence des producteurs de potasse face aux baisses de production de l'an dernier. Nous croyons qu'il y a peut-être eu un excès de prudence et que la remontée de la demande cette année rendra les producteurs de potasse plus disposés à investir dans des projets et installations. Néanmoins, les dépenses de construction globales resteront selon nous modestes en 2013, augmentant de seulement 1,5 % après une hausse estimée de 4,5 % en 2012 et reprenant de la vigueur en 2014 avec un gain de 5,5 %.

### Nouvelle accélération de la croissance prévue pour la période visée

Les indices d'un ralentissement de l'activité dans le secteur de la construction cette année nous ont incités à réduire notre prévision de croissance pour la province en 2013, de 3,5 % à 2,9 %. Cependant, ce résultat serait quand même mieux que le taux estimé de 2,6 % pour 2012 et l'amélioration serait attribuable aux attentes d'une reprise de l'activité minière et d'une hausse modeste de la production agricole. Nous prévoyons une accélération encore plus vive de l'économie de la Saskatchewan en 2014, à 3,7 %, sous l'effet d'une reprise du secteur de la construction.

## Maintien d'un rythme stable et rapide

Nous estimons que la croissance économique du Manitoba s'est accélérée, passant de 2,0 % en 2011 à 2,7 % en 2012, en partie grâce à de meilleures conditions météorologiques ayant contribué à la reprise du secteur agricole. Cette hausse de la production agricole a coïncidé avec une flambée des prix des céréales et des oléagineux du fait de problèmes d'approvisionnement dans la plupart des autres grandes régions productrices du monde, dont la grave sécheresse dans le Midwest américain. La reprise du secteur de la construction après un fort recul en 2011 a aussi stimulé la croissance du PIB l'an dernier. Cette remontée a été corroborée par le récent sondage IPP de Statistique Canada, qui a montré que les dépenses d'investissement totales ont fait un solide bond de 9,7 % en 2012 après avoir été stationnaires en 2011.

### Les dépenses d'investissement resteront élevées en 2013

Le sondage IPP renfermait aussi des données encourageantes sur les dépenses d'investissement dans la province en 2013, puisque les entreprises ont indiqué qu'elles prévoient encore une hausse de 8,5 %. Les dépenses de construction dans la province sont donc susceptibles de dépasser notre prévision de 5 % pour 2013 après un gain prévu de 4 % en 2012. Cette hausse est liée à un certain nombre de projets en cours, dont la construction du Musée canadien des droits de la personne qui doit ouvrir en 2014, la construction d'un complexe hôtelier et commercial dans le centre-ville de Winnipeg et l'expansion du Winnipeg Convention Centre. Les travaux pour ce dernier projet devraient se poursuivre jusqu'en 2014, ce qui contribuera au maintien d'une forte croissance des dépenses de construction pendant cette année-là. Si elle décide d'entreprendre la construction du projet Bipole III, Manitoba Hydro alimentera encore davantage le secteur de la construction pendant cette période.

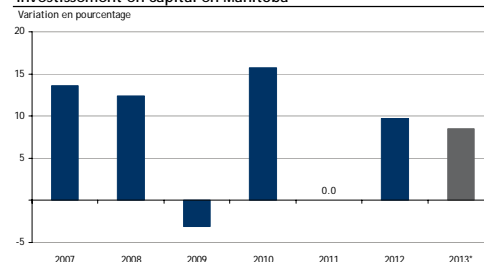
### Le raffermissement de la demande des États-Unis favorisera le secteur manufacturier et les services publics

Les nouvelles ont été moins bonnes dans le secteur manufacturier manitobain puisque les ventes ont encore peiné à s'accélérer en 2012, n'augmentant que d'environ 1 % au cours de l'année. De même, la production d'électricité a chuté de presque 7 % l'an dernier, ce qui a plus qu'effacé le gain de 5 % enregistré en 2011. Cependant, compte tenu du raffermissement prévu de la demande des États-Unis en biens et services cette année et l'année prochaine, nous prévoyons des améliorations dans ces deux secteurs au cours de la période de prévision. En ce qui concerne la production des services publics, nous nous attendons à des hausses de 2 % et de 4 % en 2013 et 2014, respectivement. Quant à la production manufacturière, elle devrait augmenter de 3 % cette année et de 3,5 % l'année prochaine. Les gains du secteur manufacturier seront principalement concentrés dans le segment de l'équipement de transport, qui comprend l'équipement aérospatial et les autobus, et dans celui de la machinerie.

### Solide croissance prévue pour la période visée

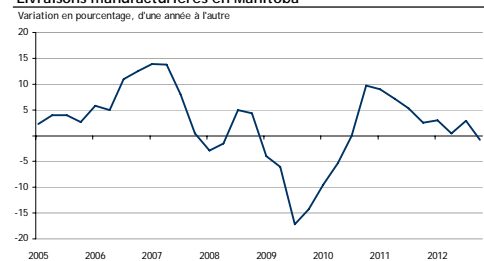
Somme toute, notre scénario pour l'économie manitobaine laisse entrevoir une croissance solide et stable, c'est-à-dire une progression du PIB réel de 2,7 % en 2013, égale à l'estimation pour 2012, et de 2,8 % en 2014. Nous prévoyons une hausse moins rapide de la production agricole cette année après la forte augmentation en 2012. Ce ralentissement sera cependant compensé par les gains plus élevés prévus dans les secteurs de la construction, de la fabrication et des services publics. Les mêmes facteurs favorables resteront présents en 2014, soutenant le taux de croissance global de la province. Notre scénario optimiste pour l'économie de la province reflète aussi la solide croissance des revenus agricoles, alors que les prix des produits agricoles restent à des niveaux historiquement élevés. Il devrait en être ainsi même si les prix reculaient dans le courant de l'année, vu la remontée prévue des récoltes aux États-Unis après un retour à des conditions de culture plus normales dans le Midwest américain.

Investissement en capital en Manitoba



\* Intentions  
Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Livraisons manufacturières en Manitoba



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

### Manitoba - prévisions en bref

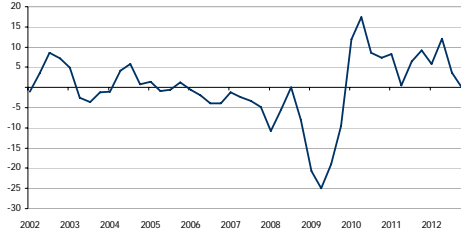
Variation en %, sauf indication contraire

|                                   | 2011  | 2012  | 2013P | 2014P |
|-----------------------------------|-------|-------|-------|-------|
| PIB réel                          | 2,0   | 2,7   | 2,7   | 2,8   |
| Emploi                            | 0,8   | 0,9   | 1,7   | 1,2   |
| Taux de chômage (%)               | 5,4   | 5,3   | 5,0   | 4,8   |
| Ventes au détail                  | 4,3   | 1,3   | 3,6   | 4,4   |
| Mises en chantier (unités)        | 6 083 | 7 400 | 6 200 | 5 500 |
| Indice des prix à la consommation | 2,9   | 1,6   | 2,1   | 2,0   |

Paul Ferley  
Économiste en chef adjoint

**Livraisons manufacturières en Ontario**

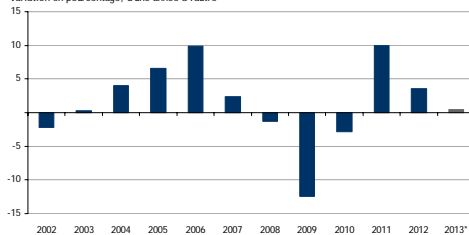
Variation en pourcentage, d'une année à l'autre, trimestrielles



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

**Investissement privé non résidentiel en Ontario**

Variation en pourcentage, d'une année à l'autre

\* Intentions  
Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC**Ontario - prévisions en bref**

Variation en %, sauf indication contraire

|                                   | 2011   | 2012   | 2013P  | 2014P  |
|-----------------------------------|--------|--------|--------|--------|
| PIB réel                          | 1,8    | 1,9    | 1,6    | 2,8    |
| Emploi                            | 1,8    | 0,8    | 1,3    | 1,4    |
| Taux de chômage (%)               | 7,8    | 7,8    | 7,6    | 7,3    |
| Ventes au détail                  | 3,6    | 1,6    | 3,1    | 3,8    |
| Mises en chantier (unités)        | 67 821 | 76 900 | 58 900 | 58 000 |
| Indice des prix à la consommation | 3,1    | 1,4    | 1,5    | 1,9    |

**Robert Hogue**  
Économiste principal

**Un dynamisme en reconstruction**

En dépit d'un lent début d'année en 2013, l'économie ontarienne continuera selon nous à aller de l'avant durant le reste de l'année. La levée de certaines des incertitudes budgétaires qui affligeaient son principal partenaire commercial – les États-Unis – à la fin de l'année dernière aidera à restaurer le dynamisme économique en Ontario cette année. L'augmentation graduelle de la demande des États-Unis et une légère dépréciation du dollar canadien contribueront à stimuler les résultats de l'Ontario en matière de commerce extérieur. Parallèlement, l'essoufflement de secteurs intérieurs comme l'investissement résidentiel limitera cependant la croissance globale de la province. Nous prévoyons que le PIB réel augmentera de 1,6 % en 2013, ce qui ne représente qu'un faible recul par rapport à notre estimation de 1,9 % pour 2012.

**L'économie a stagné dans la seconde moitié de 2012...**

L'économie de l'Ontario était généralement en perte de vitesse dans la deuxième moitié de 2012. Selon les dernières estimations du ministère ontarien des Finances, le PIB réel (mesuré par secteur) a à peine progressé au troisième trimestre (inscrivant un faible gain annualisé de 0,4 % par rapport au deuxième trimestre). D'autres indicateurs économiques plus récents, comme les ventes des fabricants, des grossistes et des détaillants de la province, le commerce de marchandises avec d'autres pays et les activités de construction, signalent une stagnation continue au dernier trimestre de 2012. L'emploi a fait des gains notables à l'automne, mais ceux-ci étant en grande partie (40 %) attribuables à des emplois à temps partiel, les revenus des ménages n'ont que légèrement augmenté.

**...alors que planait la menace du gouffre budgétaire aux États-Unis**

Nous attribuons une partie de la stagnation de la croissance en Ontario à l'incertitude élevée qu'ont engendrée les querelles politiques au sujet du soi-disant « gouffre budgétaire » aux États-Unis alors qu'approchait la date limite du 1<sup>er</sup> janvier 2013. Les craintes que des compressions budgétaires massives plongent l'économie américaine en récession ont sans aucun doute amené les entreprises et les consommateurs à marquer une pause au sud de la frontière et, selon nous, également en Ontario. La stagnation de l'économie américaine au quatrième trimestre de 2012 (elle n'a progressé que de 0,1 %, en rythme annuel, par rapport au troisième trimestre) découle en partie de ce regain de prudence.

**Reprise de la demande des États-Unis en 2013**

En dépit de certains obstacles budgétaires persistants, les États-Unis ont réduit le niveau d'incertitude en évitant le gouffre budgétaire au début de janvier, ce qui devrait stimuler l'activité économique au fil du temps. La demande de biens et services de l'Ontario par les Américains devrait s'améliorer. Cette remontée sera cependant plus évidente dans la deuxième moitié de 2013 et en 2014, étant donné que l'incertitude budgétaire aux États-Unis se sera dissipée encore plus. Accessoirement, une légère dépréciation du dollar canadien devrait aussi se révéler favorable.

**Refroidissement du marché du logement**

Nous croyons que l'attentisme est en partie responsable de la diminution des investissements des entreprises à la fin de 2012. Même si les résultats décevants du récent sondage IPP de Statistique Canada ne laissent guère entrevoir une flambée des dépenses d'investissement dans le secteur privé non résidentiel en 2013, nous restons d'avis que la vigueur des bilans, la faiblesse des taux d'intérêt et la vive concurrence feront croître les investissements des entreprises dans la province cette année. Cependant, un certain ralentissement des investissements résidentiels est selon nous à prévoir en 2013. Nous prévoyons que la diminution des reventes de maisons amorcée l'an dernier exercera une pression à la baisse assez importante sur la construction de maisons neuves cette année. Nous estimons que les mises en chantier fléchiront à 58 900 unités en 2013 par rapport à 76 900 unités en 2012.

## Des perspectives plus favorables, mais pas de changements majeurs

Comme plusieurs des obstacles qui ont ralenti la croissance en 2012 ont été éliminés, les perspectives de l'économie québécoise sont plus favorables pour 2013 même si le changement ne sera pas radical. Nous prévoyons que deux zones de faiblesse l'an dernier – les dépenses de consommation et le commerce extérieur – se redresseront et contribueront à une accélération de la croissance du PIB réel, d'un maigre 0,8 % en 2012 à 1,2 % en 2013. Ce taux prévu de 1,2 % garde toutefois le Québec sous la moyenne nationale de 1,8 %. La décélération des dépenses d'investissement est au nombre des facteurs qui freineront la croissance en 2013. L'économie de la province devrait gagner de la vitesse en 2014 et le PIB réel devrait croître de 2,0 %.

### Moins d'obstacles à la croissance en 2013

Compte tenu de la performance décevante de l'économie québécoise en 2012 – plus faible croissance pour une période sans récession dans la province depuis 1989 –, il est raisonnable de prévoir des jours meilleurs en 2013. L'amélioration des perspectives tient en partie au fait qu'un certain nombre d'obstacles à la consommation et aux exportations l'an dernier, notamment le long conflit de travail ayant touché la production d'aluminium (principale marchandise d'exportation du Québec), la hausse de la taxe de vente provinciale le 1er janvier et des mois de manifestations étudiantes, ont maintenant disparu. L'embellie des perspectives cette année repose aussi sur une augmentation d'exportations québécoises aux États-Unis. Entre autres choses, la reprise de la construction résidentielle aux États-Unis stimulera la demande de matériaux de construction fabriqués au Québec, dont les produits du bois.

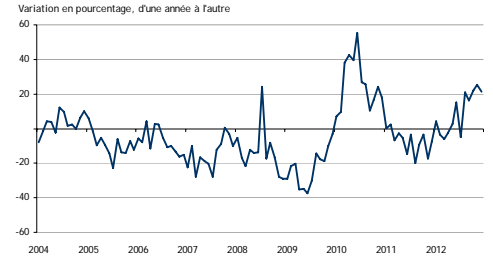
### Un dynamisme accru...

Certains de ces facteurs exerçaient déjà une influence à la fin de 2012. De récentes données indiquent que l'économie québécoise a gagné de la vitesse vers la fin de 2012. Le secteur des services a montré des signes de vigueur récemment, des gains étant enregistrés tant auprès des entreprises que des ménages – dont un solide rebond pour les services d'enseignement. Le secteur des biens a toutefois continué de présenter des résultats très variés. Les services publics ont inscrit de solides gains de production au cours des derniers mois (qui ont effacé des reculs précédents), mais le secteur manufacturier a continué de stagner et le secteur de la construction a ralenti. La province a enregistré un nombre étonnamment élevé de presque 92 000 nouveaux emplois (la plupart à temps plein) d'août à janvier, ce qui a fait reculer le taux de chômage provincial à un creux sur trois ans de 7,1 % (qui a toutefois remonté à 7,4 % en février). Il est fort possible que ces chiffres surestiment la fermeté du marché de la main-d'oeuvre. Quoi qu'il en soit, l'augmentation du revenu salarial donnera selon nous un coup de pouce additionnel aux dépenses de consommation en 2013.

### ...mais une progression limitée

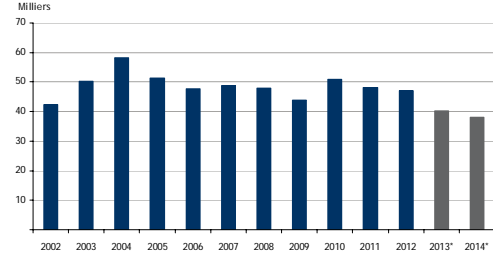
Toute hausse de la croissance provinciale cette année sera néanmoins limitée. Nous prévoyons que la décélération du secteur de la construction au Québec à la fin de l'an dernier s'intensifiera en 2013 et freinera considérablement la croissance. Sur le plan résidentiel, le ralentissement de la revente de maisons depuis l'été 2012 se traduira par une diminution des mises en chantier et des investissements résidentiels. Nous estimons que les mises en chantier fléchiront à 40 300 unités en 2013, par rapport à 47 100 unités en 2012. En ce qui concerne le secteur non résidentiel, le plus récent sondage IPP a fait état d'un fléchissement des intentions de dépenses d'investissement en 2013, alors que de fortes hausses avaient été enregistrées dans la province lors des deux années précédentes. Le sondage a montré qu'un déclin dans le secteur minier fera plus que compenser l'augmentation des intentions d'investissement des services publics, des institutions financières, des détaillants et des exploitants de services de transport. Nous présumons donc que les dépenses d'investissement non résidentiel des entreprises ne contribueront que très peu à la croissance en 2013.

Production de bois résineux et bois feuillus au Québec



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Mises en chantier au Québec



\* Prévisions  
Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

### Québec - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

|                                   | 2011   | 2012   | 2013P  | 2014P  |
|-----------------------------------|--------|--------|--------|--------|
| PIB réel                          | 1,9    | 0,8    | 1,2    | 2,0    |
| Emploi                            | 1,0    | 0,8    | 1,5    | 1,0    |
| Taux de chômage (%)               | 7,8    | 7,8    | 7,6    | 7,5    |
| Ventes au détail                  | 2,9    | 0,7    | 3,0    | 3,5    |
| Mises en chantier (unités)        | 48 387 | 47 100 | 40 300 | 38 000 |
| Indice des prix à la consommation | 3,0    | 2,1    | 1,7    | 1,9    |

Robert Hogue  
Économiste principal

**Emploi au Nouveau-Brunswick**

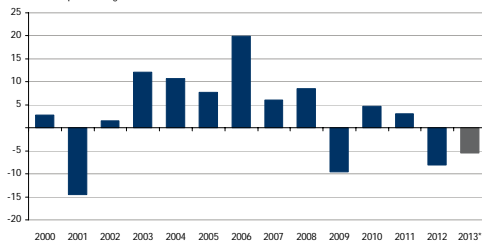
En milliers, moyennes mobiles de trois mois



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

**Investissement privé au Nouveau-Brunswick**

Variation en pourcentage

\* Intentions  
Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC**Nouveau-Brunswick - prévisions en bref**

Variation en %, sauf indication contraire

|                                   | 2011  | 2012  | 2013P | 2014P |
|-----------------------------------|-------|-------|-------|-------|
| PIB réel                          | 0,0   | 0,6   | 1,1   | 1,8   |
| Emploi                            | -1,1  | -0,2  | 0,6   | 1,0   |
| Taux de chômage (%)               | 9,5   | 10,2  | 10,5  | 9,9   |
| Ventes au détail                  | 4,8   | -0,5  | 2,1   | 3,0   |
| Mises en chantier (unités)        | 3 452 | 3 300 | 3 000 | 3 000 |
| Indice des prix à la consommation | 3,5   | 1,7   | 1,6   | 2,0   |

Laura Cooper  
Économiste

**Pas de catalyseur de croissance**

Le moteur économique du Nouveau-Brunswick ne dispose toujours pas d'un catalyseur de croissance. Nous avons précédemment cru que les investissements privés apporteraient un soutien fort nécessaire en 2012 et 2013, mais le sondage IPP récemment publié par Statistique Canada ne laisse aucunement entrevoir un tel soutien. En fait, les intentions d'investissement ont fléchi pour ces deux années, bien que les reculs pour 2013 soient plus modestes. Par conséquent, nous avons abaissé notre estimation de la croissance économique en 2012 et nos prévisions pour 2013 à 0,6 % et 1,1 %, respectivement, contre 0,8 % et 1,7 % auparavant.

**Le secteur public sur la touche**

La fin du projet de remise en état de la centrale Point Lepreau en 2012 a vraisemblablement pesé sur les projets de dépenses d'investissement pour 2013. Selon le sondage IPP, la réduction des dépenses d'investissement dans le secteur des services publics est à l'origine de près des trois quarts du recul de 6,4 % des intentions de dépenses d'investissement non résidentiel dans la province. Dans l'ensemble du secteur public, les intentions d'investissement ont été réduites de 13,5 % en 2013, surtout en raison du retrait continu par les municipalités d'une série de dépenses de relance faites en 2010. Au niveau provincial, le budget d'investissement du Nouveau-Brunswick pour 2013-2014 avait déjà révélé que les dépenses liées aux nouveaux projets chuteraient de 85 % au cours du prochain exercice, le gouvernement préférant s'attaquer à ses défis budgétaires. Le déficit budgétaire provincial de 2012-2013 a récemment été révisé en hausse de 228,2 millions de dollars par rapport aux projections initiales du budget de 2012. En plus de réduire ses dépenses d'investissement, le gouvernement du Nouveau-Brunswick étudie aussi diverses propositions pour lutter contre le déficit, dont le rétablissement des taux d'imposition de 2008 et la hausse de la TVH de deux points de pourcentage, à 15 %. Compte tenu de la révision à la hausse du déficit, nous prévoyons maintenant que le resserrement budgétaire freinera la croissance encore plus que ce que nous avions prévu.

**Des nouvelles encourageantes sur le plan de l'emploi**

La récente annonce de l'embauche par JD Irving Ltd. de plus de 2 700 travailleurs dans la province en préparation pour les travaux de construction navale en Nouvelle-Écosse s'est avérée une très bonne nouvelle. Cette embauche devrait selon nous contribuer à l'obtention par le Nouveau-Brunswick de son premier gain annuel d'emplois en quatre ans en 2013. Le secteur des exportations de la province participera aussi à la progression de l'emploi, car les producteurs de matériaux de construction profiteront du raffermissement du marché du logement aux États-Unis. L'amélioration de la situation de l'emploi sera toutefois limitée par les restrictions budgétaires, qui continueront de miner l'embauche dans le secteur public. Cependant, aussi modestes que soient nos prévisions, les gains d'emplois stimuleront des secteurs comme le commerce de détail, où nous prévoyons un rebond des ventes en 2013 après un recul en 2012.

**Le secteur minier stimulera l'économie en 2014**

Le possible prolongement d'un pipeline est-ouest acheminant le pétrole brut de l'Ouest canadien au Nouveau-Brunswick améliorerait les perspectives à long terme de la province ; toutefois, les perspectives de la province pour 2013 reposent davantage sur une hausse des exportations et des dépenses de consommation. Le secteur minier devrait selon nous apporter une contribution en 2014 après une pause prévue en 2013 du fait de la fermeture de la mine Brunswick de Xstrata et de l'interruption temporaire du projet Half Mile. Compte tenu de la reprise de la production à la mine Half Mile au milieu de 2013 et de l'augmentation graduelle de la production de potasse dans la région de Sussex, l'année 2014 sera marquée par un essor assez considérable du secteur minier et de l'économie globale. La croissance du PIB réel du Nouveau-Brunswick devrait à notre avis s'accélérer à 1,8 % en 2014. La construction de la mine de tungstène Sisson Brook augure bien pour le secteur minier en 2015.



## À pleins gaz (naturel)...

Après une performance plus faible que prévu en 2012, l'activité économique de la Nouvelle-Écosse pourrait selon nous fortement augmenter en 2013. L'an dernier, les exportations internationales de la province ont stagné alors que l'économie intérieure restait marquée par une faiblesse généralisée. À moins de nouveaux retards, le démarrage de la production de gaz naturel du gisement Deep Panuke au milieu de 2013 ainsi que le retour à une pleine production au projet extracôtier de l'Île de Sable devraient entraîner une hausse considérable de la production annuelle de gaz naturel pour la première fois depuis 2008. Ce revirement devrait faire grimper la croissance du PIB réel à 1,9 % en 2013, soit une amélioration notable par rapport à une estimation de 1,1 % pour 2012.

### L'amélioration des exportations stimulera la croissance...

Les exportations internationales de la province ont subi un repli plus important que prévu en 2012, la Nouvelle-Écosse affichant la plus forte baisse parmi toutes les provinces (-14,5 %). Une diminution des pressions exercées sur les secteurs de la foresterie et de l'énergie étant prévue en 2013, on s'attend à ce que la vigueur des principaux groupes d'exportation de la province (pneus et crustacés) comble toute capacité excédentaire. Malgré le plongeon généralisé de l'an dernier, les exportations vers la Chine, la deuxième plus grande destination des produits exportés, ont bondi de plus de 30 % en 2012. Cette robuste demande, stimulée en grande partie par une augmentation de 90 % des exportations de poissons et de crustacés, devrait persister en 2013. L'augmentation des ventes d'automobiles au sud de la frontière, conjuguée aux projets d'expansion du plus important fournisseur de pneus de la province, devrait favoriser la croissance des principales exportations en valeur nominale de la Nouvelle-Écosse. Le raffermissement du prix du gaz naturel et les gains de production issus du démarrage du projet Deep Panuke devraient revigorer les exportations de gaz naturel.

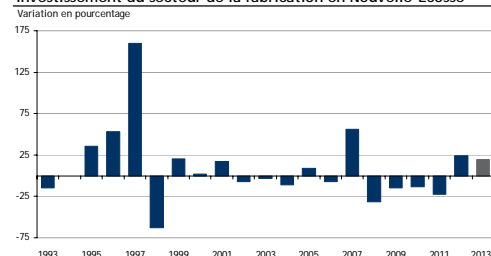
### ...mais pas encore de signes d'un essor lié à la construction navale

Il semble que les répercussions positives des travaux de préparation initiaux pour le contrat de construction navale du gouvernement fédéral prévoyant des dépenses de 25 milliards de dollars sur 30 ans seront modestes en 2013. Selon le sondage sur les intentions d'investissement de Statistique Canada, les dépenses ne devraient augmenter que de 58 millions de dollars dans le secteur manufacturier de la Nouvelle-Écosse (qui comprend la construction navale) en 2013. Il nous faudra encore attendre – fort probablement jusqu'en 2015 – pour que le contrat contribue davantage à la croissance. Dans d'autres secteurs, les dépenses d'investissement prévues ont été modestement haussées en 2013. Les intentions d'investissement dans la construction non résidentielle ont augmenté de 3,1 % dans la province, comparativement à une hausse de 5,2 % en 2012. Il est possible que d'autres hausses soient enregistrées en 2014, compte tenu de l'approbation récente de la liaison de transmission maritime de 1,5 milliard de dollars et du commencement des travaux prévu au début de 2014.

### Une création d'emplois lente, mais stable

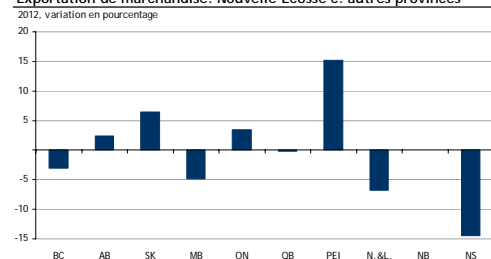
L'emploi a réussi à inscrire un gain de 0,6 % en 2012, soit une légère amélioration après trois années sans grand changement. Cette faible reprise découle entièrement de la création de 7 400 emplois dans le secteur privé, un gain qui a compensé la perte de 2 300 emplois dans le secteur public. Étant donné que la réalisation des grands projets ne s'accéléra pas en 2013 et que d'autres compressions sont possibles dans le secteur public, la croissance de l'emploi restera vraisemblablement anémique cette année. L'accélération modeste de la création d'emplois en 2012 n'a pu renforcer l'accroissement des dépenses de consommation en 2012. Les ventes au détail ont fléchi à l'automne, minées principalement par les ventes de véhicules automobiles. La construction résidentielle est cependant restée solide et a déjoué les attentes d'un ralentissement, les mises en chantier atteignant un sommet record dans la deuxième moitié de 2012. Toutefois, une partie de cette vigueur découle probablement du devancement de certains projets. Nous prévoyons un recul des mises en chantier dans la province en 2013 (4 000 unités) par rapport à 2012 (4 500 unités).

Investissement du secteur de la fabrication en Nouvelle-Écosse



\* Intentions  
Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Exportation de marchandise: Nouvelle-Écosse c. autres provinces



Source: Statistique Canada, Industrie Canada, Recherche économique

### Nouvelle-Écosse - prévisions en bref

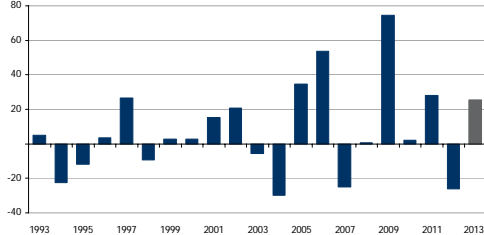
Variation en %, sauf indication contraire

|                                   | 2011  | 2012  | 2013P | 2014P |
|-----------------------------------|-------|-------|-------|-------|
| PIB réel                          | 0,5   | 1,1   | 1,9   | 2,1   |
| Emploi                            | 0,1   | 0,6   | 0,3   | 1,1   |
| Taux de chômage (%)               | 8,8   | 9,0   | 9,0   | 8,6   |
| Ventes au détail                  | 3,5   | 1,0   | 3,4   | 3,1   |
| Mises en chantier (unités)        | 4 644 | 4 500 | 4 000 | 3 800 |
| Indice des prix à la consommation | 3,8   | 1,9   | 1,9   | 2,1   |

Laura Cooper  
Économiste

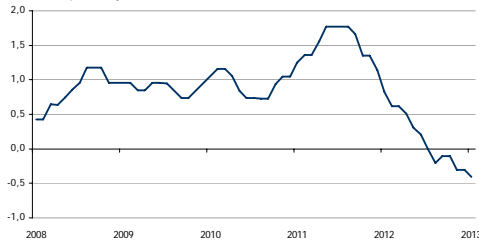
## Investissement public à l'Île-du-Prince-Édouard

Variation en pourcentage

\* Intentions  
Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

## La population en âge de travailler à l'Île-du-Prince-Édouard

Variation en pourcentage, d'une année à l'autre



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

## Île-du-Prince-Édouard - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

|                                   | 2011 | 2012 | 2013P | 2014P |
|-----------------------------------|------|------|-------|-------|
| PIB réel                          | 1,6  | 1,4  | 1,7   | 1,8   |
| Emploi                            | 1,9  | 1,1  | 1,6   | 1,3   |
| Taux de chômage (%)               | 11,4 | 11,3 | 11,0  | 10,4  |
| Ventes au détail                  | 5,6  | 3,4  | 2,6   | 3,3   |
| Mises en chantier (unités)        | 940  | 900  | 900   | 700   |
| Indice des prix à la consommation | 2,9  | 2,0  | 1,9   | 2,1   |

Laura Cooper  
Économiste

## Un assouplissement des restrictions budgétaires ?

L'année 2012 a été une période de compressions budgétaires à l'Île-du-Prince-Édouard, car le gouvernement provincial avait pour objectif de renouer avec des finances saines. Confronté au plus grand déficit budgétaire depuis dix ans et à une baisse des revenus, le gouvernement provincial a opté pour des réductions de dépenses en 2012-2013. L'ampleur des compressions pourrait toutefois diminuer en 2013, car des indices laissent entrevoir une hausse marquée des dépenses d'investissement dans le secteur public. Après avoir très bien fait en 2012, le secteur des exportations de la province devrait selon nous continuer d'alimenter la croissance économique de l'Île-du-Prince-Édouard en 2013 ; nous prévoyons une hausse du PIB réel de 1,7 %, un peu supérieure à l'estimation de 1,4 % pour 2012.

## Rebond des dépenses d'investissement publiques

Le secteur public a beaucoup réduit ses dépenses d'investissement en 2012, résistant à la tendance des dernières années qui avait été très profitable à l'économie de la province. Selon le sondage sur les intentions d'investissement récemment publié par Statistique Canada, le repli sera toutefois temporaire. Ce sondage a révélé que le gouvernement provincial prévoit hausser ses dépenses de 65 % en 2013 après une réduction considérable (-30 %) en 2012. Entre-temps, le gouvernement fédéral prévoit hausser ses dépenses de 1,6 % dans la province après les avoir fortement réduites en 2012 (de 58 %), et les établissements des secteurs de l'éducation et de la santé prévoient un modeste accroissement de leurs dépenses (8,4 % et 1,6 %, respectivement). Les données sur les intentions d'investissement de source provinciale ne cadrent pas avec le plan de capitalisation quinquennal révisé du gouvernement provincial publié en novembre 2012. Le plan prévoyait une diminution des dépenses en 2013-2014, notamment un recul notable des améliorations apportées aux immobilisations dans le secteur de la santé. En raison de l'assouplissement possible des restrictions budgétaires en 2013, la croissance risque d'être supérieure à nos prévisions.

## Pas de signe de ralentissement des exportations manufacturières...

Selon des signes précurseurs, le secteur des exportations de la province connaîtra une autre bonne année en 2013 après avoir affiché la croissance la plus élevée au pays en 2012. Même si l'on s'attend à des investissements privés relativement stationnaires en 2013, les entreprises manufacturières prévoient accroître leurs dépenses d'investissement de 26 %. Cette éventualité augure bien pour les exportations manufacturières de la province, qui ont représenté 70 % de toutes les exportations en valeur nominale de biens en 2012. Un projet éolien de 60 millions de dollars, pour lequel un rapport d'impact environnemental a été produit en début d'année, pourrait améliorer encore plus les perspectives de la province, car la construction devrait commencer cet automne, sous réserve d'une planification et d'approbations additionnelles.

## ...mais une augmentation prévue des vents contraires sur le marché intérieur

Malgré les signes encourageants pour l'Île-du-Prince-Édouard, des vents contraires pourraient prendre de l'ampleur en 2013. L'accroissement de la population a ralenti à son taux le plus bas depuis cinq ans en 2012 suivant la fin du programme de candidats de la province. La population en âge de travailler (15-64) a baissé comme jamais d'une année à l'autre depuis au moins 40 ans, alors que le nombre d'insulaires de plus de 65 ans n'a jamais progressé aussi rapidement. Les effets sur l'économie de ces variations démographiques ont toutefois été modérés jusqu'à maintenant. L'emploi a continué de croître en 2012 même s'il a ralenti du fait de la stagnation de l'embauche dans le secteur public. Les ventes au détail, à l'exception de la composante des ventes d'essence influencée par les prix, ont diminué durant l'année, mais elles ont quand même affiché un gain sur un an impressionnant (4,1 %). Les mises en chantier sont restées robustes, mais nous prévoyons un ralentissement en 2013 (malgré une récente envolée attribuable aux logements multiples à Charlottetown).

## Gonflée à bloc et prête à dépenser

Malgré des interruptions majeures dans la production de pétrole, on estime qu'un niveau record de dépenses d'investissement, concentrées dans le secteur pétrolier, a maintenu la croissance de la province en 2012. Les investissements dans le secteur de l'énergie devraient continuer de s'accélérer jusqu'à un niveau impressionnant de 4,7 milliards de dollars en 2013, une hausse spectaculaire de 83 % par rapport à 2012. Un rebond de la production des champs pétrolifères extracôtiers contribuera également à placer Terre-Neuve-et-Labrador au sommet du classement des taux de croissance provinciaux au Canada en 2013. Le contexte, semblable à un boom, qui appuie le principal secteur d'activité de la province devrait propulser la croissance économique à 5,1 % en 2013, une amélioration marquée par rapport à une estimation révisée à 0,4 % pour 2012.

### Le secteur pétrolier accélère, le secteur minier ralentit

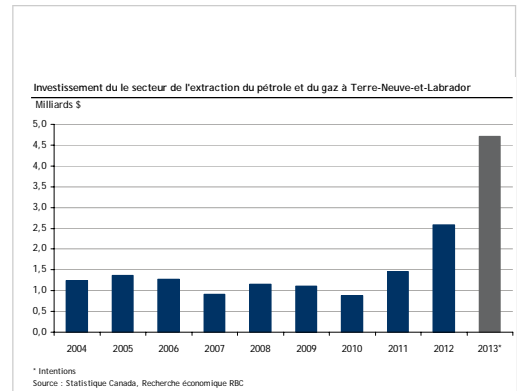
L'accélération de la construction du champ pétrolier extracôtier Hebron, d'une valeur de 8,3 milliards de dollars, devrait fortement stimuler les investissements dans le secteur pétrolier en 2013. La hausse fera plus que compenser la diminution prévue des dépenses dans le secteur minier, qui a été ébranlé au cours de la dernière année par un repli des prix des marchandises, particulièrement du minerai de fer. Le sondage sur les intentions d'investissement de Statistique Canada a indiqué que les dépenses liées à l'extraction du minerai de fer dans la province devraient chuter à 520 millions de dollars en 2013, un recul de 15 % par rapport à 2011 (les données de 2012 n'ont pas été publiées). Aux prises avec une hausse des coûts, Iron Ore Company of Canada a annoncé un ralentissement de la phase 2 de son projet d'expansion dans l'ouest du Labrador. La conjoncture incertaine du marché est aussi l'une des causes du report de l'étude de faisabilité pour le projet de ligne ferroviaire du CN dans la fosse du Labrador. Cela étant dit, nous croyons que le récent pessimisme au sein du secteur minier de la province est un peu exagéré et que cette morosité se dissipera en partie quand le prix du minerai de fer rebondira au-dessus des creux de 2012 (un processus déjà en cours puisque le prix a augmenté de 7,5 %, sur un an, en janvier). À titre d'exemple, Labrador Iron Mines a récemment indiqué qu'elle reprendra ses activités au printemps après avoir interrompu certains segments de production l'an dernier.

### Dépenses d'investissement records

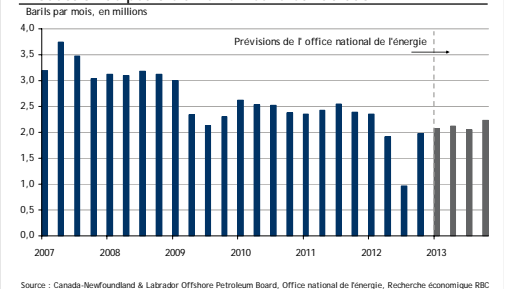
Comme tous les indices laissent entrevoir une forte croissance provinciale en 2013, l'attention devrait se tourner vers la situation budgétaire de la province lors du dépôt du budget 2013. Les pressions qui guettent les revenus en redevances pétrolières, suivant un recul de 26 % de la production en 2012, devraient peser sur le déficit budgétaire du gouvernement, estimé à 726 millions de dollars pour l'exercice se terminant en mars 2013. Nous croyons toutefois que la baisse de revenus sera de courte durée. L'Office national de l'énergie prévoit que la production provinciale de pétrole brut bondira de 17 % en 2013, car les champs extracôtiers reprendront du service après avoir subi des interruptions. Ce rebond devrait permettre au gouvernement de recouvrer une partie de ses revenus en redevances lors de l'exercice 2013-2014.

### Des projets d'investissement majeurs pour stimuler l'emploi

Compte tenu des importants projets d'investissement à l'ordre du jour et du rebond de la production de pétrole, l'économie de Terre-Neuve-et-Labrador tournera à plein régime en 2013. L'emploi a atteint un sommet historique en 2012, permettant une baisse du taux de chômage à son niveau le plus bas depuis 1976 (12,5 %). La croissance de l'emploi de 2,0 % que nous entrevoyons contribuera à un recul encore plus grand du taux de chômage. Une progression supplémentaire de l'emploi et de l'activité économique est à prévoir en 2013 dans la foulée de l'approbation du segment Muskrat Falls du projet hydroélectrique du bas Churchill. La construction liée au projet de 6,2 milliards de dollars devrait débuter en 2014 et la production d'électricité est attendue au milieu de 2017.



Production de pétrole à Terre-Neuve-et-Labrador



### Terre-Neuve-et-Labrador - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

|                                   | 2011  | 2012  | 2013P | 2014P |
|-----------------------------------|-------|-------|-------|-------|
| PIB réel                          | 3,0   | 0,4   | 5,1   | 1,3   |
| Emploi                            | 2,7   | 2,3   | 2,0   | 1,5   |
| Taux de chômage (%)               | 12,7  | 12,5  | 11,8  | 11,3  |
| Ventes au détail                  | 5,1   | 4,8   | 4,2   | 4,3   |
| Mises en chantier (unités)        | 3 488 | 4 000 | 3 400 | 3 200 |
| Indice des prix à la consommation | 3,4   | 2,1   | 1,8   | 2,1   |

Laura Cooper  
Économiste

## Prévisions détaillées

Variation annuelle en % sauf indication contraire

|               | PIB réel   |            |            |            | Emploi     |            |            |            | Taux de chômage |            |            |            | Mises en chantier<br>Milliers |            |            |            | Ventes au détail |            |            |            |
|---------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|-----------------|------------|------------|------------|-------------------------------|------------|------------|------------|------------------|------------|------------|------------|
|               | 11         | 12P        | 13P        | 14P        | 11         | 12         | 13P        | 14P        | 11              | 12         | 13P        | 14P        | 11                            | 12         | 13P        | 14P        | 11               | 12         | 13P        | 14P        |
| T.-N. & L.    | 3,0        | 0,4        | 5,1        | 1,3        | 2,7        | 2,3        | 2,0        | 1,5        | 12,7            | 12,5       | 11,8       | 11,3       | 3,5                           | 4,0        | 3,4        | 3,2        | 5,1              | 4,8        | 4,2        | 4,3        |
| Î.-P.-É.      | 1,6        | 1,4        | 1,7        | 1,8        | 1,9        | 1,1        | 1,6        | 1,3        | 11,4            | 11,3       | 11,0       | 10,4       | 0,9                           | 0,9        | 0,9        | 0,7        | 5,6              | 3,4        | 2,6        | 3,3        |
| N.-É.         | 0,5        | 1,1        | 1,9        | 2,1        | 0,1        | 0,6        | 0,3        | 1,1        | 8,8             | 9,0        | 9,0        | 8,6        | 4,6                           | 4,5        | 4,0        | 3,8        | 3,5              | 1,0        | 3,4        | 3,1        |
| N.-B.         | 0,0        | 0,6        | 1,1        | 1,8        | -1,1       | -0,2       | 0,6        | 1,0        | 9,5             | 10,2       | 10,5       | 9,9        | 3,5                           | 3,3        | 3,0        | 3,0        | 4,8              | -0,5       | 2,1        | 3,0        |
| QUÉ.          | 1,9        | 0,8        | 1,2        | 2,0        | 1,0        | 0,8        | 1,5        | 1,0        | 7,8             | 7,8        | 7,6        | 7,5        | 48,4                          | 47,1       | 40,3       | 38,0       | 2,9              | 0,7        | 3,0        | 3,5        |
| ONT.          | 1,8        | 1,9        | 1,6        | 2,8        | 1,8        | 0,8        | 1,3        | 1,4        | 7,8             | 7,8        | 7,6        | 7,3        | 67,8                          | 76,9       | 58,9       | 58,0       | 3,6              | 1,6        | 3,1        | 3,8        |
| MAN.          | 2,0        | 2,7        | 2,7        | 2,8        | 0,8        | 0,9        | 1,7        | 1,2        | 5,4             | 5,3        | 5,0        | 4,8        | 6,1                           | 7,4        | 6,2        | 5,5        | 4,3              | 1,3        | 3,6        | 4,4        |
| SASK.         | 4,9        | 2,6        | 2,9        | 3,7        | 0,3        | 2,1        | 2,7        | 1,6        | 5,0             | 4,7        | 4,3        | 4,3        | 7,0                           | 10,0       | 7,9        | 6,9        | 7,5              | 6,7        | 5,4        | 4,9        |
| ALB.          | 5,1        | 3,5        | 3,0        | 4,2        | 3,8        | 2,6        | 2,6        | 1,9        | 5,5             | 4,6        | 4,4        | 4,5        | 25,7                          | 33,3       | 33,0       | 32,0       | 6,9              | 7,6        | 5,3        | 5,2        |
| C.-B.         | 2,8        | 1,8        | 1,6        | 2,7        | 0,8        | 1,7        | 1,0        | 1,4        | 7,5             | 6,7        | 6,3        | 6,3        | 26,4                          | 27,5       | 23,9       | 23,5       | 3,1              | 2,2        | 2,9        | 3,9        |
| <b>CANADA</b> | <b>2,6</b> | <b>1,8</b> | <b>1,8</b> | <b>2,9</b> | <b>1,6</b> | <b>1,2</b> | <b>1,5</b> | <b>1,3</b> | <b>7,4</b>      | <b>7,2</b> | <b>7,0</b> | <b>6,7</b> | <b>194</b>                    | <b>215</b> | <b>182</b> | <b>175</b> | <b>4,1</b>       | <b>2,5</b> | <b>3,5</b> | <b>4,0</b> |

## Tableau comparatif

2011, sauf indication contraire

|                                                     | T.-N. & L. | Î.-P.-É. | N.-É.  | N.-B.  | QUÉ.   | ONT.   | MAN.   | SASK.  | ALB.   | C.-B.  |
|-----------------------------------------------------|------------|----------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Population (milliers) (2012)                        | 513        | 146      | 949    | 756    | 8 055  | 13 506 | 1 267  | 1 080  | 3 874  | 4 623  |
| Produit intérieur brut (milliards \$)               | 33,6       | 5,4      | 37,0   | 32,2   | 345,8  | 654,6  | 55,9   | 74,7   | 295,3  | 217,7  |
| PIB réel (en milliards de \$ 2007)                  | 28,9       | 4,9      | 35,4   | 28,9   | 322,7  | 605,2  | 53,4   | 57,5   | 274,7  | 206,2  |
| Part des provinces dans le PIB canadien (%)         | 1,9        | 0,3      | 2,1    | 1,8    | 19,6   | 37,1   | 3,2    | 4,2    | 16,8   | 12,4   |
| Croissance PIB réel (TAC, 2007-11, %)               | -0,6       | 1,1      | 0,9    | 0,7    | 1,0    | 0,2    | 1,6    | 2,1    | 1,2    | 0,9    |
| PIB réel par habitant (\$ 2007)                     | 56 370     | 33 467   | 37 349 | 38 290 | 40 448 | 45 277 | 42 638 | 54 392 | 72 714 | 45 051 |
| Croissance PIB réel par habitant (TAC, 2007-11, %)  | -0,7       | 0,2      | 0,8    | 0,5    | 0,3    | -0,5   | 0,9    | 1,0    | -0,1   | -0,1   |
| Revenu personnel disponible par habitant (\$)       | 28 181     | 23 879   | 26 256 | 26 277 | 25 646 | 28 660 | 26 201 | 31 223 | 37 894 | 28 375 |
| Croissance de l'emploi (TAC, 2006-11, %)            | 1,0        | 1,1      | 0,5    | 0,1    | 1,1    | 0,9    | 1,2    | 1,3    | 1,8    | 1,2    |
| Taux d'emploi (nov. 2012 %)                         | 54,5       | 60,6     | 58,3   | 56,3   | 60,6   | 61,3   | 65,5   | 66,2   | 69,9   | 60,4   |
| Indice d'inconfort (inflation + chômage, oct. 2012) | 14,1       | 13,8     | 10,6   | 13,0   | 9,6    | 9,3    | 7,3    | 6,2    | 5,1    | 7,2    |
| Production manufacturière (% du PIB, 2011)          | 3,2        | 8,7      | 7,5    | 11,3   | 14,2   | 12,4   | 11,5   | 6,3    | 6,4    | 7,2    |
| Dépenses individ. des biens et services (% du PIB)  | 41,0       | 69,8     | 69,7   | 60,9   | 58,2   | 56,6   | 58,2   | 40,5   | 40,5   | 62,2   |
| Exportations (% du PIB)                             | 39,9       | 18,5     | 20,9   | 47,4   | 25,7   | 32,8   | 28,0   | 44,0   | 33,1   | 22,7   |

## Tableaux

## Colombie-Britannique

|                                   |                                  | 2007    | 2008    | 2009    | 2010    | 2011    | 2012    | 2013P   | 2014P   |
|-----------------------------------|----------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| PIB réel                          | millions de \$ enchaînés de 2007 | 196 997 | 199 228 | 194 334 | 200 550 | 206 180 | 209 788 | 213 040 | 218 877 |
|                                   | évolution (%)                    |         | 1,1     | -2,5    | 3,2     | 2,8     | 1,8     | 1,6     | 2,7     |
| Nombre d'emplois                  | en milliers                      | 2 223   | 2 266   | 2 218   | 2 257   | 2 275   | 2 313   | 2 335   | 2 367   |
|                                   | évolution (%)                    | 3,5     | 2,0     | -2,1    | 1,7     | 0,8     | 1,7     | 1,0     | 1,4     |
| Taux de chômage                   | (%)                              | 4,3     | 4,6     | 7,7     | 7,6     | 7,5     | 6,7     | 6,3     | 6,3     |
| Ventes au détail                  | en millions de dollars           | 56 930  | 57 783  | 55 222  | 58 220  | 60 005  | 61 323  | 63 126  | 65 610  |
|                                   | évolution (%)                    | 7,1     | 1,5     | -4,4    | 5,4     | 3,1     | 2,2     | 2,9     | 3,9     |
| Mises en chantier                 | unités                           | 39 195  | 34 321  | 16 077  | 26 479  | 26 400  | 27 500  | 23 900  | 23 500  |
|                                   | évolution (%)                    | 7,6     | -12,4   | -53,2   | 64,7    | -0,3    | 4,2     | -13,1   | -1,7    |
| Indice des prix à la consommation | 2002=100                         | 110,0   | 112,3   | 112,3   | 113,8   | 116,5   | 117,8   | 118,6   | 120,5   |
|                                   | évolution (%)                    | 1,7     | 2,1     | 0,0     | 1,4     | 2,3     | 1,1     | 0,7     | 1,6     |

## Alberta

|                                   |                                  | 2007    | 2008    | 2009    | 2010    | 2011    | 2012    | 2013P   | 2014P   |
|-----------------------------------|----------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| PIB réel                          | millions de \$ enchaînés de 2007 | 258 850 | 262 864 | 251 286 | 261 457 | 274 717 | 284 195 | 292 578 | 304 984 |
|                                   | évolution (%)                    |         | 1,6     | -4,4    | 4,0     | 5,1     | 3,5     | 3,0     | 4,2     |
| Nombre d'emplois                  | en milliers                      | 1 991   | 2 054   | 2 025   | 2 017   | 2 094   | 2 150   | 2 205   | 2 248   |
|                                   | évolution (%)                    | 3,9     | 3,1     | -1,4    | -0,4    | 3,8     | 2,6     | 2,6     | 1,9     |
| Taux de chômage                   | (%)                              | 3,5     | 3,6     | 6,6     | 6,5     | 5,5     | 4,6     | 4,4     | 4,5     |
| Ventes au détail                  | en millions de dollars           | 61 487  | 61 614  | 56 478  | 59 849  | 64 004  | 68 839  | 72 488  | 76 283  |
|                                   | évolution (%)                    | 9,9     | 0,2     | -8,3    | 6,0     | 6,9     | 7,6     | 5,3     | 5,2     |
| Mises en chantier                 | unités                           | 48 336  | 29 164  | 20 298  | 27 088  | 25 704  | 33 300  | 33 000  | 32 000  |
|                                   | évolution (%)                    | -1,3    | -39,7   | -30,4   | 33,5    | -5,1    | 29,6    | -0,9    | -3,0    |
| Indice des prix à la consommation | 2002=100                         | 117,9   | 121,6   | 121,5   | 122,7   | 125,7   | 127,1   | 129,1   | 131,2   |
|                                   | évolution (%)                    | 4,9     | 3,2     | -0,1    | 1,0     | 2,4     | 1,1     | 1,6     | 1,7     |

## Saskatchewan

|                                   |                                  | 2007   | 2008   | 2009   | 2010   | 2011   | 2012   | 2013P  | 2014P  |
|-----------------------------------|----------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| PIB réel                          | millions de \$ enchaînés de 2007 | 51 964 | 54 776 | 52 567 | 54 854 | 57 536 | 59 003 | 60 685 | 62 954 |
|                                   | évolution (%)                    |        | 5,4    | -4,0   | 4,4    | 4,9    | 2,6    | 2,9    | 3,7    |
| Nombre d'emplois                  | en milliers                      | 504    | 513    | 519    | 524    | 526    | 537    | 552    | 561    |
|                                   | évolution (%)                    | 2,4    | 1,7    | 1,3    | 0,9    | 0,3    | 2,1    | 2,7    | 1,6    |
| Taux de chômage                   | (%)                              | 4,2    | 4,1    | 4,8    | 5,2    | 5,0    | 4,7    | 4,3    | 4,3    |
| Ventes au détail                  | en millions de dollars           | 13 129 | 14 673 | 14 598 | 15 101 | 16 234 | 17 317 | 18 246 | 19 141 |
|                                   | évolution (%)                    | 13,6   | 11,8   | -0,5   | 3,4    | 7,5    | 6,7    | 5,4    | 4,9    |
| Mises en chantier                 | unités                           | 6 007  | 6 828  | 3 866  | 5 907  | 7 031  | 10 000 | 7 900  | 6 900  |
|                                   | évolution (%)                    | 61,7   | 13,7   | -43,4  | 52,8   | 19,0   | 42,2   | -21,0  | -12,7  |
| Indice des prix à la consommation | 2002=100                         | 112,2  | 115,9  | 117,1  | 118,7  | 122,0  | 123,9  | 126,6  | 129,8  |
|                                   | évolution (%)                    | 2,9    | 3,2    | 1,1    | 1,3    | 2,8    | 1,6    | 2,1    | 2,5    |

## Manitoba

|                                   |                                  | 2007   | 2008   | 2009   | 2010   | 2011   | 2012   | 2013P  | 2014P  |
|-----------------------------------|----------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| PIB réel                          | millions de \$ enchaînés de 2007 | 49 264 | 51 241 | 51 056 | 52 319 | 53 370 | 54 784 | 56 263 | 57 861 |
|                                   | évolution (%)                    |        | 4,0    | -0,4   | 2,5    | 2,0    | 2,7    | 2,7    | 2,8    |
| Nombre d'emplois                  | en milliers                      | 599    | 608    | 608    | 620    | 624    | 630    | 641    | 648    |
|                                   | évolution (%)                    | 1,7    | 1,7    | 0,0    | 1,9    | 0,8    | 0,9    | 1,7    | 1,2    |
| Taux de chômage                   | (%)                              | 4,4    | 4,2    | 5,2    | 5,4    | 5,4    | 5,3    | 5,0    | 4,8    |
| Ventes au détail                  | en millions de dollars           | 14 016 | 14 980 | 14 915 | 15 766 | 16 448 | 16 667 | 17 271 | 18 031 |
|                                   | évolution (%)                    | 8,9    | 6,9    | -0,4   | 5,7    | 4,3    | 1,3    | 3,6    | 4,4    |
| Mises en chantier                 | unités                           | 5 738  | 5 537  | 4 174  | 5 888  | 6 083  | 7 400  | 6 200  | 5 500  |
|                                   | évolution (%)                    | 14,1   | -3,5   | -24,6  | 41,1   | 3,3    | 21,7   | -16,2  | -11,3  |
| Indice des prix à la consommation | 2002=100                         | 110,9  | 113,4  | 114,1  | 115,0  | 118,4  | 120,3  | 122,8  | 125,2  |
|                                   | évolution (%)                    | 2,1    | 2,2    | 0,6    | 0,8    | 2,9    | 1,6    | 2,1    | 2,0    |

## Ontario

|                                   |                                  | 2007    | 2008    | 2009    | 2010    | 2011    | 2012    | 2013P   | 2014P   |
|-----------------------------------|----------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| PIB réel                          | millions de \$ enchaînés de 2007 | 597 907 | 596 722 | 575 726 | 594 319 | 605 180 | 616 376 | 625 930 | 643 706 |
|                                   | évolution (%)                    |         | -0,2    | -3,5    | 3,2     | 1,8     | 1,9     | 1,6     | 2,8     |
| Nombre d'emplois                  | en milliers                      | 6 564   | 6 666   | 6 502   | 6 610   | 6 731   | 6 784   | 6 871   | 6 966   |
|                                   | évolution (%)                    | 1,8     | 1,6     | -2,5    | 1,7     | 1,8     | 0,8     | 1,3     | 1,4     |
| Taux de chômage                   | (%)                              | 6,4     | 6,5     | 9,0     | 8,7     | 7,8     | 7,8     | 7,6     | 7,3     |
| Ventes au détail                  | en millions de dollars           | 145 965 | 151 672 | 147 920 | 155 964 | 161 608 | 164 119 | 169 143 | 175 644 |
|                                   | évolution (%)                    | 3,8     | 3,9     | -2,5    | 5,4     | 3,6     | 1,6     | 3,1     | 3,8     |
| Mises en chantier                 | unités                           | 68 123  | 75 076  | 50 370  | 60 433  | 67 821  | 76 900  | 58 900  | 58 000  |
|                                   | évolution (%)                    | -7,2    | 10,2    | -32,9   | 20,0    | 12,2    | 13,4    | -23,4   | -1,5    |
| Indice des prix à la consommation | 2002=100                         | 110,8   | 113,3   | 113,7   | 116,5   | 120,1   | 121,8   | 123,6   | 125,9   |
|                                   | évolution (%)                    | 1,8     | 2,3     | 0,4     | 2,4     | 3,1     | 1,4     | 1,5     | 1,9     |

## Québec

|                                   |                                  | 2007    | 2008    | 2009    | 2010    | 2011    | 2012    | 2013P   | 2014P   |
|-----------------------------------|----------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| PIB réel                          | millions de \$ enchaînés de 2007 | 306 316 | 310 687 | 309 043 | 316 724 | 322 690 | 325 110 | 328 849 | 335 557 |
|                                   | évolution (%)                    |         | 1,4     | -0,5    | 2,5     | 1,9     | 0,8     | 1,2     | 2,0     |
| Nombre d'emplois                  | en milliers                      | 3 834   | 3 880   | 3 848   | 3 915   | 3 954   | 3 984   | 4 046   | 4 085   |
|                                   | évolution (%)                    | 2,4     | 1,2     | -0,8    | 1,7     | 1,0     | 0,8     | 1,5     | 1,0     |
| Taux de chômage                   | (%)                              | 7,2     | 7,2     | 8,5     | 8,0     | 7,8     | 7,8     | 7,6     | 7,5     |
| Ventes au détail                  | en millions de dollars           | 90 406  | 94 806  | 93 740  | 99 509  | 102 444 | 103 139 | 106 225 | 109 966 |
|                                   | évolution (%)                    | 4,5     | 4,9     | -1,1    | 6,2     | 2,9     | 0,7     | 3,0     | 3,5     |
| Mises en chantier                 | unités                           | 48 553  | 47 901  | 43 403  | 51 363  | 48 387  | 47 100  | 40 300  | 38 000  |
|                                   | évolution (%)                    | 1,4     | -1,3    | -9,4    | 18,3    | -5,8    | -2,7    | -14,4   | -5,7    |
| Indice des prix à la consommation | 2002=100                         | 110,4   | 112,7   | 113,4   | 114,8   | 118,3   | 120,8   | 122,8   | 125,2   |
|                                   | évolution (%)                    | 1,6     | 2,1     | 0,6     | 1,3     | 3,0     | 2,1     | 1,7     | 1,9     |

## Tableaux

## Nouveau-Brunswick

|                                   |                                  | 2007   | 2008   | 2009   | 2010   | 2011   | 2012   | 2013P  | 2014P  |
|-----------------------------------|----------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| PIB réel                          | millions de \$ enchaînés de 2007 | 27 966 | 28 226 | 28 065 | 28 928 | 28 922 | 29 081 | 29 386 | 29 915 |
|                                   | évolution (%)                    |        | 0,9    | -0,6   | 3,1    | 0,0    | 0,6    | 1,1    | 1,8    |
| Nombre d'emplois                  | en milliers                      | 357    | 359    | 360    | 356    | 352    | 351    | 354    | 357    |
|                                   | évolution (%)                    | 1,9    | 0,6    | 0,1    | -1,0   | -1,1   | -0,2   | 0,6    | 1,0    |
| Taux de chômage                   | (%)                              | 7,5    | 8,5    | 8,8    | 9,3    | 9,5    | 10,2   | 10,5   | 9,9    |
| Ventes au détail                  | en millions de dollars           | 9 407  | 10 018 | 10 093 | 10 593 | 11 102 | 11 041 | 11 278 | 11 612 |
|                                   | évolution (%)                    | 6,2    | 6,5    | 0,7    | 5,0    | 4,8    | -0,5   | 2,1    | 3,0    |
| Mises en chantier                 | unités                           | 4 242  | 4 274  | 3 521  | 4 101  | 3 452  | 3 300  | 3 000  | 3 000  |
|                                   | évolution (%)                    | 3,8    | 0,8    | -17,6  | 16,5   | -15,8  | -4,4   | -9,1   | 0,0    |
| Indice des prix à la consommation | 2002=100                         | 111,3  | 113,2  | 113,5  | 115,9  | 120,0  | 122,0  | 123,9  | 126,4  |
|                                   | évolution (%)                    | 1,9    | 1,7    | 0,3    | 2,1    | 3,5    | 1,7    | 1,6    | 2,0    |

## Nouvelle-Écosse

|                                   |                                  | 2007   | 2008   | 2009   | 2010   | 2011   | 2012   | 2013P  | 2014P  |
|-----------------------------------|----------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| PIB réel                          | millions de \$ enchaînés de 2007 | 33 853 | 34 685 | 34 581 | 35 243 | 35 424 | 35 796 | 36 476 | 37 242 |
|                                   | évolution (%)                    |        | 2,5    | -0,3   | 1,9    | 0,5    | 1,1    | 1,9    | 2,1    |
| Nombre d'emplois                  | en milliers                      | 448    | 452    | 451    | 452    | 453    | 456    | 457    | 462    |
|                                   | évolution (%)                    | 1,6    | 0,9    | -0,1   | 0,2    | 0,1    | 0,6    | 0,3    | 1,1    |
| Taux de chômage                   | (%)                              | 7,9    | 7,7    | 9,2    | 9,3    | 8,8    | 9,0    | 9,0    | 8,6    |
| Ventes au détail                  | en millions de dollars           | 11 616 | 12 089 | 12 102 | 12 652 | 13 097 | 13 228 | 13 674 | 14 100 |
|                                   | évolution (%)                    | 4,3    | 4,1    | 0,1    | 4,5    | 3,5    | 1,0    | 3,4    | 3,1    |
| Mises en chantier                 | unités                           | 4 750  | 3 982  | 3 438  | 4 309  | 4 644  | 4 500  | 4 000  | 3 800  |
|                                   | évolution (%)                    | -3,0   | -16,2  | -13,7  | 25,3   | 7,8    | -3,1   | -11,1  | -5,0   |
| Indice des prix à la consommation | 2002=100                         | 112,5  | 115,9  | 115,7  | 118,2  | 122,7  | 125,1  | 127,4  | 130,1  |
|                                   | évolution (%)                    | 1,9    | 3,0    | -0,1   | 2,2    | 3,8    | 1,9    | 1,9    | 2,1    |

## Île-du-Prince-Édouard

|                                   |                                  | 2007  | 2008  | 2009  | 2010  | 2011  | 2012  | 2013P | 2014P |
|-----------------------------------|----------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| PIB réel                          | millions de \$ enchaînés de 2007 | 4 622 | 4 665 | 4 677 | 4 800 | 4 876 | 4 944 | 5 028 | 5 119 |
|                                   | évolution (%)                    |       | 0,9   | 0,3   | 2,6   | 1,6   | 1,4   | 1,7   | 1,8   |
| Nombre d'emplois                  | en milliers                      | 69    | 70    | 69    | 71    | 72    | 73    | 74    | 75    |
|                                   | évolution (%)                    | 0,7   | 1,2   | -1,4  | 3,0   | 1,9   | 1,1   | 1,6   | 1,3   |
| Taux de chômage                   | (%)                              | 10,3  | 10,7  | 12,0  | 11,1  | 11,4  | 11,3  | 11,0  | 10,4  |
| Ventes au détail                  | en millions de dollars           | 1 621 | 1 703 | 1 681 | 1 770 | 1 869 | 1 932 | 1 983 | 2 048 |
|                                   | évolution (%)                    | 7,4   | 5,1   | -1,3  | 5,3   | 5,6   | 3,4   | 2,6   | 3,3   |
| Mises en chantier                 | unités                           | 750   | 712   | 877   | 756   | 940   | 900   | 900   | 700   |
|                                   | évolution (%)                    | 1,6   | -5,1  | 23,2  | -13,8 | 24,3  | -4,3  | 0,0   | -22,2 |
| Indice des prix à la consommation | 2002=100                         | 113,6 | 117,5 | 117,3 | 119,5 | 123,0 | 125,5 | 127,9 | 130,5 |
|                                   | évolution (%)                    | 1,8   | 3,4   | -0,1  | 1,8   | 2,9   | 2,0   | 1,9   | 2,1   |

## Terre-Neuve-et-Labrador

|                                   |                                  | 2007   | 2008   | 2009   | 2010   | 2011   | 2012   | 2013P  | 2014P  |
|-----------------------------------|----------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| PIB réel                          | millions de \$ enchaînés de 2007 | 29 736 | 29 425 | 26 388 | 28 058 | 28 912 | 29 013 | 30 493 | 30 889 |
|                                   | évolution (%)                    |        | -1,0   | -10,3  | 6,3    | 3,0    | 0,4    | 5,1    | 1,3    |
| Nombre d'emplois                  | en milliers                      | 216    | 219    | 212    | 219    | 225    | 231    | 235    | 239    |
|                                   | évolution (%)                    | 0,8    | 1,1    | -3,0   | 3,4    | 2,7    | 2,3    | 2,0    | 1,5    |
| Taux de chômage                   | (%)                              | 13,5   | 13,2   | 15,5   | 14,4   | 12,7   | 12,5   | 11,8   | 11,3   |
| Ventes au détail                  | en millions de dollars           | 6 528  | 7 009  | 7 120  | 7 451  | 7 830  | 8 202  | 8 546  | 8 915  |
|                                   | évolution (%)                    | 8,6    | 7,4    | 1,6    | 4,6    | 5,1    | 4,8    | 4,2    | 4,3    |
| Mises en chantier                 | unités                           | 2 649  | 3 261  | 3 057  | 3 606  | 3 488  | 4 000  | 3 400  | 3 200  |
|                                   | évolution (%)                    | 18,6   | 23,1   | -6,3   | 18,0   | -3,3   | 14,7   | -15,0  | -5,9   |
| Indice des prix à la consommation | 2002=100                         | 111,1  | 114,3  | 114,6  | 117,4  | 121,4  | 123,9  | 126,2  | 128,8  |
|                                   | évolution (%)                    | 1,4    | 2,9    | 0,3    | 2,4    | 3,4    | 2,1    | 1,8    | 2,1    |

Le contenu de ce rapport est la propriété de la Banque Royal du Canada et ne peut être reproduit d'aucune manière, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite du titulaire du droit d'auteur. Les informations et statistiques contenues dans les présentes ont été préparées par la Recherche économique RBC sur la base de renseignements provenant de sources jugées fiables. Nous ne faisons aucune déclaration ni ne donnons aucune garantie, expresse ou implicite, concernant leur précision ou leur exhaustivité. Cette publication est destinée à l'information des investisseurs et du monde des affaires et ne constitue pas une offre de vente ni une sollicitation visant l'achat de valeurs mobilières.

® Marque déposée de la Banque Royale du Canada  
© Banque Royale du Canada.